

LE KURDISTAN DANS LA TOURMENTE

Jordi Tejel

Editions Esprit | « Esprit »

2018/1 Janvier-Février | pages 26 à 29

ISSN 0014-0759

ISBN 9782372340380

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-esprit-2018-1-page-26.htm>

Pour citer cet article :

Jordi Tejel, « Le Kurdistan dans la tourmente », *Esprit* 2018/1 (Janvier-Février),
p. 26-29.

DOI 10.3917/espri.1801.0026

Distribution électronique Cairn.info pour Editions Esprit.

© Editions Esprit. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

LE KURDISTAN DANS LA TOURMENTE

Jordi Tejel

Le 28 octobre dernier, Massoud Barzani annonçait qu'il renonçait à son poste de président du Gouvernement régional du Kurdistan (GRK), une charge qu'il occupait depuis la fondation de cette entité en 2005. De cette manière, le leader charismatique du Kurdistan irakien prenait acte des conséquences désastreuses de l'organisation, fin septembre, d'un référendum sur l'indépendance du Kurdistan d'Irak.

L'annonce arrivait après la perte de tous les territoires « disputés », dont notamment la ville de Kirkouk et ses gisements pétroliers, au bénéfice de Bagdad. Comme en 2014 face à l'État islamique, le commandement des peshmergas, ou combattants kurdes, s'était montré incapable de se coordonner face à une coalition constituée cette fois-ci par l'armée irakienne et des milices chiïtes. La perte de ces territoires s'accompagnait de surcroît de l'arrivée d'une nouvelle vague de réfugiés dans les provinces contrôlées par le GRK, aggravant ainsi la crise humanitaire et économique du Kurdistan irakien.

Depuis quelques années déjà, malgré l'accord signé entre les deux gouvernements en 2005, le gouvernement de Bagdad transfère moins des 17 % du budget irakien qui reviennent au GRK. Or les dépenses de ce dernier ont explosé, notamment en raison d'un développement surdimensionné du secteur public. La baisse du prix du pétrole, la corruption endémique qui touche l'administration autonome kurde et le coût de la guerre contre l'État islamique n'ont fait que creuser la dette du GRK, estimée à plus de 52 milliards de dollars¹.

Dans ce contexte socio-économique délétère, les motifs qui ont conduit

1 - Omar Sattar, "Baghdad Increases Pressure on KRG with Budget Cut", *Al-Monitor*, 17 novembre 2017.

Barzani à organiser un référendum d'autodétermination décrié par Bagdad et les pays voisins, voire par Washington, ont donné lieu à beaucoup de spéculations. Pour certains observateurs, Barzani comptait sur ce référendum pour rester au pouvoir alors que son mandat avait expiré en 2015. Pour d'autres, il se serait laissé emporter par l'ambition de devenir le premier président d'un Kurdistan indépendant, réalisant ainsi le rêve « caché » des Kurdes depuis 1920². Enfin, certains commentateurs soulignent que le référendum était la seule issue possible, car les interminables différends entre Erbil et Bagdad autour de la redistribution de la rente pétrolière risquaient d'entamer la crédibilité du pouvoir régional kurde. Faute de ressources propres, les manifestations de mécontentement des fonctionnaires vis-à-vis du pouvoir kurde se sont en effet multipliées ces dernières années. En outre, l'application de l'article 140 de la Constitution, prévoyant la tenue d'un référendum dans les territoires « disputés » afin de déterminer si ses habitants souhaitent s'intégrer dans le giron du GRK, était bloquée depuis 2007. Le référendum sur l'indépendance du Kurdistan et surtout la perspective de voir appliquer ses résultats étaient perçus comme des

atouts redoutables permettant de renforcer Barzani dans ses négociations avec Bagdad³.

Le retour de la *Realpolitik*

Si ces facteurs ont pu jouer dans la stratégie suivie par Barzani, il faut également prendre en considération l'influence des conseils et des encouragements venus de l'extérieur. Au cours des dernières années, divers ex-diplomates occidentaux ainsi que des militaires nord-américains à la retraite se sont déclarés favorables à l'organisation du référendum d'autodétermination au Kurdistan irakien. À leurs yeux, la lutte des combattants kurdes pour déloger l'État islamique d'Irak devait être « récompensée » par la communauté internationale, notamment à travers la reconnaissance de l'indépendance du Kurdistan.

De même, des régimes arabes, dont la Jordanie et l'Arabie saoudite, ont laissé entendre qu'ils ne s'opposeraient pas à l'émergence d'un État kurde dans la région. Face à l'influence croissante de l'Iran et de ses alliés « chiites » au Moyen-Orient, un État kurde « sunnite » était envisagé comme un allié utile pour rétablir un certain équilibre régional. Israël, préoccupé à la fois par l'irruption des groupes

2 - Sardar Aziz, "Post Referendum Hangovers: The Local Aspects", *Atlantic Council*, 17 octobre 2017.

3 - La séparation du Kurdistan de l'État irakien fut approuvée par 93 % des voix exprimées dans les urnes le 25 septembre 2017.

djihadistes et par le rôle ascendant de l'Iran, s'est également montré partisan de l'indépendance kurde⁴.

L'irruption des forces loyales à Bagdad en territoire kurde n'aurait pas été possible sans le consentement américain.

Il manquait néanmoins à ces encouragements à la sécession l'appui de Washington, le principal allié occidental de Barzani, tout comme de la Jordanie, de l'Arabie saoudite et d'Israël. Ainsi, l'administration Trump n'a pas sourcillé lorsque l'armée irakienne s'est emparée des territoires « disputés ». En réalité, l'irruption des forces loyales à Bagdad en territoire kurde n'aurait pas été possible sans le consentement américain. Malgré les relations « privilégiées » entre Washington et Erbil, aucune administration américaine, en dépit de rumeurs récurrentes, n'a réellement envisagé une division territoriale de l'Irak, de peur que ce morcellement n'entraîne une déstabilisation accrue de toute la région.

4 - Walter Posch, "Kurdistan and Its Referendum", *LISD*, septembre 2017.

Vers un nouvel équilibre ?

La réaction virulente du Premier ministre irakien Haïder al-Abadi dessine un nouveau rapport de forces entre Bagdad et Erbil. Le premier, avec l'accord tacite des pays voisins, a immédiatement imposé des mesures sévères à l'encontre du GRK, dont la fermeture de l'espace aérien et des frontières du Kurdistan. Le gouvernement irakien a également bloqué l'aide humanitaire destinée aux réfugiés se trouvant dans les territoires contrôlés par le GRK. Au plan financier, le projet de budget irakien pour 2018 prévoit une réduction importante de l'enveloppe fédérale destinée à Erbil.

La question est de savoir si cette politique, qui vise à punir et à humilier le Kurdistan irakien, est tenable. La Turquie a commencé à lever la pression exercée sur le GRK. Malgré les déclarations grandiloquentes des dirigeants irakiens, le passage frontalier entre la Turquie et le GRK reste aux mains des fonctionnaires kurdes, qui collaborent avec les autorités turques. En outre, lors du séisme survenu à la frontière irano-irakienne le 12 novembre, la Turquie a envoyé de l'aide humanitaire au Kurdistan sans demander d'autorisation à Bagdad. Le « rapprochement » d'Ankara avec son partenaire kurde s'explique aisément : à présent que les résultats du référendum sont « gelés », la Turquie a

besoin de normaliser ses relations avec le GRK, car elle est dépendante des ressources pétrolières et gazières provenant du Kurdistan irakien ou circulant sur son territoire. Enfin, la Turquie est consciente que le GRK est le seul contrepoids kurde face à ses ennemis jurés, le Parti des travailleurs du Kurdistan en Turquie et son organisation sœur en Syrie, le Parti de l'union démocratique⁵.

Enfin, si Massoud Barzani n'est plus en première ligne de la politique kurde en Irak, les rapports de force à l'échelle locale n'ont pas été réellement modifiés. Barzani reste le chef incontesté du Parti démocratique du Kurdistan, la formation qui détient le pouvoir économique et politique au sein du GRK. Le clan Barzani est par ailleurs omniprésent dans les hautes sphères de l'administration kurde ; du poste du Premier ministre (Nechirvan Barzani) en passant par le

responsable de la sécurité (Masrouf Barzani). Les Barzani demeurent également les interlocuteurs privilégiés de Washington et de ses alliés, d'autant plus que l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), deuxième force politique de la région, n'a pas résolu la crise de succession qui s'est ouverte avec le décès de son leader historique Jalal Talabani.

Les incertitudes restent nombreuses. Poussée par l'Iran, l'UPK pourrait chercher à tirer bénéfice de la crise actuelle pour obtenir une redistribution plus équitable des ressources ainsi que du pouvoir politico-militaire au sein du GRK, quitte à provoquer un nouvel épisode de guerre intra-kurde et à consolider la division du Kurdistan irakien en deux entités semi-autonomes⁶.

6- La région autonome kurde créée en 1992 est entrée dans une phase de conflit sur le partage des ressources douanières dégénéralant, entre 1994 et 1997, en affrontements armés entre le PDK et l'UPK qui ont provoqué près de 3 000 morts ainsi que des dizaines de milliers de déplacés internes.

5- Jordi Tejel, « Les paradoxes du printemps kurde en Syrie », *Politique étrangère*, n° 2, 2014, p. 51-61.